L'INDUSTRIE LAITIÈRE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

M. Adélar Fortier lit, à la Chambre de Commerce, un mémoire qui sera envoyé au Gouvernement Provincial pour lui demander de redresser certains abus.

La Chambre de Commerce a tenu, mercredi, 4 courant, une courte réunion à laquelle on a expédié les affaires de routine ordinaire: accusés de réception de lettres, demandes d'informations, etc.

A l'avenir, les séances du conseil et celles de la Chambre auront lieu à quatre heures de l'après-midi.

L'avenir n'est pas encourageant pour les consommateurs de Montréal, si nous en jugeons par les remarques qui ont été faites à la suite d'un mémoire lu par M. Adélar Fortier, vice-président de la Chambre. Nous serions, en effet, menacés de payer avant longtemps le lait 13 cents la pinte et le beurre 50 cents la livre.

Voici le mémoire adressé à l'honorable M. J.-E. Caron, ministre provincial de l'agriculture, par M. Fortier:

Monsieur le Ministre,

Permettez aux soussignés de vous soumettre bien respectueusement le mémoire qui suit, dans le but de signaler à votre considération un désastreux état de choses, et dans le but de prier l'honorable gouvernement de cette province d'y apporter un remède au plus tôt.

Est-il nécessaire de vous dire que de nos jours l'industrie laitière est une des principales industries de notre province; et c'en est une pour laquelle le gouvernement dont vous faites partie, comme ceux qui l'ont précédé, ont montré le plus de sollicitude et à laquelle vous avez donné toujours une grande attention. Rien n'a été épargné pour assurer le développement de l'industrie laitière, et c'est encore pour la faire prospérer en lui facilitant l'accès des grands marchés, que le gouvernement pousse sa politique des bonnes routes.

Plus que toute autre, l'industrie laitière est appelée à grandir, parce que ses produits sont de première nécessité pour l'existence, et que la population qui augmente toujours en demandera de plus en plus. Et de tous les marchés du Canada aucun ne deviendra un plus grand centre de consommation que Montréal, qui compte la population la plus considérable.

Or, dans l'état de choses actuel que nous voulons vous signaler, loin de prospérer et de grandir, l'industrie laitière, surtout aux environs de Montréal, est en péril et nous ne craignons pas d'affirmer qu'elle périra, à moins que le gouvernement de la province n'intervienne au plus tôt.

Et si nous cherchons la cause de ce qui nous menace, nous la trouverons dans l'action abusive de la Cité de Montréal, qui étend jusqu'aux limites les plus reculées de la province, et qui s'exerce partout, où on expédie du lait dans la métropole.

Monsieur le Ministre, la Cité de Montréal, pour s'assurer qu'on n'approvisionne ses habitants que de produits laitiers de première qualité, et de denrées de première classe, a organisé un service d'inspection des aliments qui est sous le contrôle du Dr A.-U.-C. Hood, qui a comme assistant le Dr René Mailhot.

Ce service municipal a à sa disposition un grand nombre d'inspecteurs, dont plusieurs ont pour mission d'aller visiter les fermes, d'où est expédié le lait que l'on consomme à Montréal ainsi que les autres produits laitiers.

Mais il arrive que ces inspecteurs recrutés souvent parmi des gens sans expérience, ne comprennent pas les instructions qu'ils doivent suivre et que dans des excès de zèle, fort de l'autorité dont ils sont investis, ils commettent des er-

reurs qui, à l'heure actuelle, sont la cause que nombre de cultivateurs ahuris, découragés, sont déterminés à cesser de faire de l'industrie laitière, plutôt que de se faire fatiguer et taquiner sans cesse par les inspecteurs de Montréal.

Nous comprenons que les autorités de Montréal font bien d'exiger que les cultivateurs n'envoient à ses habitants que de bons produits, et nous ne saurions trop féliciter ces autorités pour les précautions qu'elles prennent; mais il faut d'autre part savoir faire la différence entre les mesures d'hygiène à prendre pour protéger la santé publique, et les mesures draconiennes employées par certains inspecteurs de Montréal. Ainsi, il est à la connaissance de plus d'un d'entre nous que des inspecteurs sans compétence, manquant autant de tact que de science, sont allés à maintes et maintes reprises sommer des cultivateurs des environs à faire subir à leurs étables telles et telles améliorations souvent inutiles et fort dispendieuses; d'autres fois, des inspecteurs ont demandé aux cultivateurs de reconstruire tout bonnement leurs étables. Or, il est arrivé quelquefois que les cultivateurs, en face d'obligations aussi grandes, n'ont pas cru devoir les remplir, et aussitôt ils ont reçu le châtiment de leur résistance.

Ces inspecteurs qui, après avoir exigé sans résultat au nom de la protection de la santé publique de Montréal de faire telles ou telles améliorations, ont mis au ban de l'opinion publique les cultivateurs récalcitrants; et nous savons que ces cultivateurs, souvent, ne peuvent faire immédiatement les travaux exigés par les inspecteurs, parce qu'ils sont empêchés par les travaux des champs; alors ils reçoivent un avis du service d'inspection des aliments, qu'ils ne pourront plus envoyer leur lait ou leur crème à Montréal, sous peine d'amende, tandis que le même avis menaçant est envoyé à la compagnie qui achète les produits de ces cultivateurs.

Comme nous l'avons dit plus haut, plus d'un de ces inspecteurs municipaux sans expérience, n'ont d'autre mobile en exigeant ceci ou cela des cultivateurs, que de se signaler par un bon coup auprès des autorités de Montréal de qui ils attendent de l'avancement.

Que résulte-t-il de cette action abusive des inspecteurs de Montréal? Il résulte que nous constatons avec inquiétude pour notre province et pour les habitants de Montréal dont on a voulu tant protéger la santé, que l'industrie laitière périclète considérablement, et qu'aujourd'hui nombre de cultivateurs abandonnent cette industrie pour la culture du foin ou des céréales, qui deviendra plus lucrative tout en nécessitant moins de frais de main-d'oeuvre et de transport.

Il résultera que tout ce que le gouvernement provincial aura fait pour cette industrie aura été dépensé en vain; et il résultera que le cultivateur qui persistera à faire de l'industrie laitière devant dépenser plus pour satisfaire toutes les exigences imposées, souvent sans discernement, demandera un prix plus élevé pour son lait, sa crème, son beurre et son fromage; et de plus, comme il se produira moins de ces produits le prix en montera, et c'est le consommateur de Montréal qui alors paiera son lait 15 centins la pinte et son beurre 50 et 60 centins la livre.

D'ailleurs, nous ne nous expliquons pas la rigueur dont on use vis-à-vis des cultivateurs qui vendent du lait, quand nous savons que le même bureau d'inspection des aliments à Montréal, ne fait inspecter qu'à leur arrivée en ville les autres denrées alimentaires comme les viandes, les oeufs, les légumes et les fruits; nous ne craignons pas d'affirmer même que très souvent ces denrées ne sont pas inspectées du tout et que ces bons Montréalais en consomment qui sont de très mauvaise qualité.

Nous ne voyons pas les inspecteurs de Montréal parcourir les campagnes pour s'enquérir si les oeufs, les